

Le risque d'une panne électrique en Europe dans les prochaines années : « c'est la faute au nucléaire ! » selon Corinne Lepage.

Jacques FOOS

**Professeur Honoraire au Conservatoire National des Arts et Métiers
(Sciences et Technologies Nucléaires)**

Tout le monde se souvient de ce canular téléphonique de Jean-Yves Lafesse dans lequel il téléphonait aux habitants d'une grande ville française (que je ne citerai pas car j'ai beaucoup de considération pour eux) et où il les prévenait que l'on allait « couper l'air » pendant quelques minutes et donc de bien vouloir se mettre un seau sur la tête. Et il en avait piégé quelques-uns !

Certains, aujourd'hui, après l'interview de Corinne Lepage par Maxime Switek sur Europe-1 ce dimanche 14 septembre¹, sont en droit de penser qu'elle, au moins, ne manque pas d'air en déclarant qu'en cas de manque d'électricité à partir de 2015, ce serait la faute du nucléaire !

Pour ma part, je pense qu'elle a raison. Du moins, ce n'est pas *la faute du nucléaire* ; la faute en revient à nos responsables politiques qui, depuis plus d'une décennie prennent des mesures qui vont à l'inverse de ce qu'il faudrait faire en ne développant plus le nucléaire. Il faut en effet, comme le dit C. Lepage, tenir compte du fait que la frilosité de certains pays en Europe vis-à-vis du nucléaire fait que nous, Français, nous trouvons dans l'obligation de leur fournir de l'électricité : certains arrêtent les réacteurs nucléaires dans leur pays mais continuent d'acheter de l'électricité nucléaire chez les autres et en particulier chez nous.

Pas chez moi !

Si certains refusent les réacteurs nucléaires mais ne répugnent pas d'acheter ailleurs de l'électricité nucléaire, il en est de même pour nous avec le gaz de schiste. Il y a peu, le 8 juin dernier, Laurent Fabius est allé négocier en Algérie l'aide de la France à la prospection du gaz de schiste. Or, nous nous trouvons, en France, assis sur une réserve gigantesque de gaz : plus de 5 000 milliards de m³ (soit 4,3 Gtep au minimum : 25 ans de notre consommation d'énergie primaire, toutes sources confondues.

Non seulement on pourrait, nous aussi, être exportateur de gaz mais on pourrait également s'affranchir d'une partie des 72 milliards d'euros que nous coûtent nos importations de combustibles fossiles (l'équivalent du déficit de notre commerce extérieur). De deux choses l'une – même raisonnement que pour le nucléaire – ou bien il n'y a aucun risque à exploiter cette source d'énergie et alors il faut le faire, ou bien cette exploitation est dangereuse à en croire les écologistes et il ne faut surtout pas encourager d'autres pays à le faire en particulier en les aidant à prospecter, voire en leur en achetant !

¹<http://www.europe1.fr/mediacenter/emissions/l-interview-politique-du-weekend/sons/lepage->

Par ailleurs, toujours comme le souligne l'ancienne Ministre de l'Environnement de Jacques Chirac, il faut prendre en compte la maintenance des réacteurs, les périodes de rechargement en combustible, les pannes possibles (elle a eu la gentillesse et l'honnêteté de ne citer que les réacteurs anglais et belges dans ce cas et non la France mais personne n'est à l'abri). Il faut effectivement tenir compte de tous ces arrêts possibles lorsqu'un pays s'équipe en réacteurs.

Il est évident qu'en Europe, nous ne sommes pas à l'abri d'une telle panne électrique, surtout au moment où certains pays ont décidé de s'affranchir d'une source d'énergie électrique parmi les plus importantes (le nucléaire) en misant de surcroît sur des sources de production intermittentes comme l'éolien et le solaire. En dehors d'un impact économique (et même écologique) certain, la non-fiabilité de ces sources d'énergie dites renouvelables vont conduire à des black-out si la part de ces énergies augmente comme il a été prévu de le faire dans des pays de l'Union Européenne dont le nôtre. Ainsi le black-out du 4 novembre 2006, qui a privé la moitié de la France d'électricité pendant plusieurs heures, a été due, selon la Commission de régulation de l'énergie, au « caractère aléatoire des déconnexions et reconnexions des centrales éoliennes » allemandes et espagnoles.

On prévoit (ce n'est donc qu'une hypothèse) que les hivers prochains devraient être plus rigoureux. Un degré de moins dans les températures conduit à une dépense de 2 300 MW supplémentaires dans notre pays. Certes, nous devons réaliser des économies d'énergie, en particulier, rénover un habitat en matière d'isolation des habitations mais cela ne suffira pas.

Le domaine de l'énergie est celui où la France peut jouer un grand rôle à l'heure où la distribution et donc la production d'électricité ne sont plus nationales mais se situent au niveau européen. Non seulement, il ne faut pas diminuer notre part du nucléaire (et donc ne pas fermer Fessenheim), mais il faut la maintenir à 75 % de notre production nationale, ***en nous basant sur les consommations les plus fortes***², ce qui nous évitera d'en importer ces soirs-là (et nous permettra d'en exporter le reste de l'année). L'hydraulique, le renouvelable et le thermique classique produiront les 25 % restant. Cela signifie que, non seulement il faut maintenir en fonctionnement les réacteurs actuels (en ayant pris toutes les mesures de sûreté indispensables dans un scénario post-Fukushima), mais aussi qu'il faut démarrer, tel que c'était prévu, le second chantier de l'EPR à Penly et reprendre également, pour les concrétiser, les 2 ou 3 autres projets annoncés avant 2011. Comment une région française peut-elle s'affranchir (comme le fait la Haute-Normandie avec Penly) d'un équipement industriel qui apporte de l'ordre de 10 000 emplois (directs et indirects) pendant au moins 8 ans puis plus d'un millier pendant les décennies de fonctionnement sans compter la manne financière pour cette région. Faut-il que celle-ci soit bien riche et à l'abri de chômage !

Oui, Corinne Lepage a sans doute raison en pensant qu'une panne d'électricité dans l'avenir sera due à un manque d'équipement en réacteurs nucléaires. Il faut qu'elle le clame plus haut et plus fort pour que nos hommes politiques s'en imprègnent. Même si c'est trop tard pour les années qui viennent, il ne faut pas continuer à reculer car la situation ne s'améliorera pas dans l'avenir.

14 septembre 2014

² *Le nucléaire ne représentait que 58% de notre consommation électrique le 8 février 2012, journée qui conserve jusqu'à ce jour le record de consommation électrique en France.*